

URUGUAY : FICHE PAYS – JANVIER 2025



Catégorie OCDE (2024) : 3/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch): BBB+/Baa1/BBB

Monnaie locale : peso uruguayen (UYU) / Régime de change : flottant

Horizon de la neutralité carbone : 2050

FORCES

- Stabilité politique et macroéconomique
- Faible corruption
- Secteur bancaire solide
- Niveaux de vie et d'éducation plus élevés que dans la plupart des pays de la région

FAIBLESSES

- Dépendance aux évolutions des prix des matières premières et aux conditions climatiques
- Dépendance à la situation économique de la Chine et du Brésil (principaux clients à l'export)
- Infrastructures encore défectueuses (transport en particulier)

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance :** La croissance est attendue autour de +3,2% en 2024 (après +0,4% en 2023), tirée par la consommation des ménages et la reprise de la production agricole, grâce à l'amélioration des conditions climatiques. Pour 2025, les perspectives pour l'activité restent bien orientées, autour de +3%. L'écart de prix moins important avec l'Argentine devrait inciter les ménages à consommer localement plutôt que privilégier les biens et services argentins. La progression de l'inflation depuis mai 2024 reste cependant un point d'attention, pouvant freiner la demande intérieure. Sur le front externe, les perspectives à l'exportation sont favorables (récoltes satisfaisantes, hausse de la production de pâte à papier).
- **Vulnérabilité des comptes publics :** Le déficit public est prévu autour de -3,1% du PIB en 2024 (après -3,3% du PIB en 2023). Le pays a mis en place des réformes visant à réduire les dépenses publiques (réforme des retraites en particulier) qui devraient être poursuivies par le prochain gouvernement (en place en mars 2025). Le risque souverain demeure faible, malgré la hausse de la dette publique, prévue à 58,8% du PIB en 2024, en témoigne le rating souverain du pays en « Investment grade » par les agences de notation.
- **Vulnérabilité extérieure :** Le déficit courant est prévu en diminution en 2024, autour de -2% du PIB (après -3,6% du PIB en 2023), favorisé par la reprise des exportations agricoles et de services (tourisme en particulier). La dette externe atteint 69,4% du PIB en 2024, dont 34% du PIB de part publique, majoritairement détenue par les créanciers privés (72,6% du total au T3 2024). Le risque d'insolvabilité externe du pays demeure faible, notamment grâce à d'importantes réserves en devises (couvrant près de 90% de la dette externe publique du pays) et un coût de refinancement parmi les plus faibles de la région. Le peso uruguayen a eu cependant tendance à se déprécier en 2024 et cette tendance pourrait se poursuivre si les anticipations d'un renforcement du dollar se confirment.
- **Vulnérabilité du système bancaire :** Le secteur bancaire est rentable et bien capitalisé. Le taux de NPL reste par ailleurs limité (1,9% du portefeuille en 2023). L'intermédiation financière resterait cependant faible avec un ratio de crédit privé/PIB de 29% (contre 50% du PIB en moyenne pour les 7 autres principaux pays de la région) et une dollarisation élevée (69% des passifs bancaires et 51% du total des prêts).

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité politique :** Yamandu Orsi, de la coalition de gauche Frente Amplia (FA), a remporté le deuxième tour des élections présidentielles en novembre 2024. Il prendra possession de son poste en mars 2025 et a promis une plus grande efficacité de l'État, une amélioration de la compétitivité économique, ainsi qu'une réduction de la pauvreté. Sur le plan économique, il devrait maintenir une approche prudente en matière budgétaire et monétaire.
- **Climat des affaires :** Le climat des affaires est parmi les plus favorables de la région grâce à un cadre politique et juridique stable, un revenu par habitant relativement élevé, ainsi qu'un faible niveau de corruption.

Environnement et politique climat :

- **Politique climat :** L'Uruguay vise à atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050. Le pays compte notamment sur le développement du marché des véhicules électriques, de l'hydrogène vert, ainsi que sur le remplacement des sources fossiles par des sources renouvelables pour la production d'électricité. Le pays demeure cependant très vulnérable au changement climatique en raison notamment de sa forte dépendance au secteur agricole (environ 80% des exportations).

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés				Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2019-2023 (% du total)		Part moyenne des échanges de marchandises 2019-2023 (% du total)		Part moyenne des échanges de marchandises 2019-2023 (% du total)		Part moyenne des échanges de marchandises 2019-2023 (% du total)	
Exportations		Importations		Exportations		Importations	
Viandes et abats comestibles	26,6%	Pétrole, combustibles	14,7%	Chine	21,5%	Brésil	20,4%
Soja	12,3%	Véhicules	10,5%	Brésil	15,5%	Chine	17,7%
Pâte à bois	11,9%	Machines, appareils méc.	9,7%	Etats-Unis d'Amérique	6,4%	Argentine	12,4%
Lait et dérivés	8,6%	Machines, appareils élect.	7,3%	Argentine	5,2%	Etats-Unis d'Amérique	11,4%
Céréales (riz, froment, orge)	7,5%	Matières plastiques	5,2%	France (26ème)	0,5%	France (12ème)	1,4%

Source: Cnucead

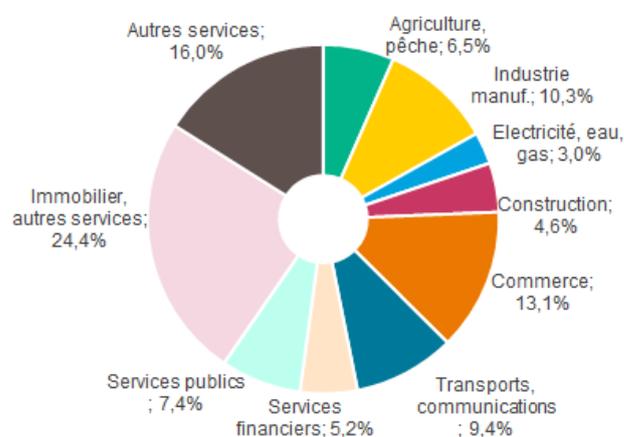
TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

URUGUAY	2020	2021	2022	2023	2024(p)	2025(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	54	61	70	77	82	86
<i>Rang PIB mondial</i>	75	79	81	85	86	82
Population (Mns)	3,5	3,5	3,6	3,6	3,6	3,6
<i>Rang Population mondiale</i>	127	126	126	126	124	124
PIB / habitant (USD)	15 199	17 150	19 737	21 654	23 053	24 080
Croissance PIB (%)	-7,4	5,6	4,7	0,4	3,2	3,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	9,8	7,8	9,1	5,9	4,9	6,0
Part exportations manufacturées (% total exp.)	16,9	16,2	17,4	19,2	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB) ^E	66,1	62,5	59,1	63,3	63,0	63,7
Solde public (% PIB) ^E	-5,1	-3,7	-3,1	-3,3	-3,1	-3,0
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	8,8	NA	NA	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-0,7%	-2,5%	-3,9%	-3,6%	-2,0%	-1,0%
IDE (% du PIB)	2,0%	4,2%	4,0%	3,6%	-1,3%	1,7%
Réserves (en mois d'importation B&S)	12,6	13,6	14,6	15,6	16,6	17,6
Dette extérieure totale (% PIB)	87,7%	79,7%	76,0%	67,2%	69,4%	68,4%
Dette extérieure CT (% PIB)	13,2%	12,8%	11,6%	10,4%	7,5%	7,4%
Taux de change	42,0	43,6	41,2	38,8	40,1	NA
SYSTEME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	17,7	16,3	16,9	17,0	NA	NA
Taux de NPL	2,3	1,3	1,4	1,7	NA	NA
ROE	20,8	15,4	11,6	22,7	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)	29	31	28	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)	101	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	95	84	86	83	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	73	57	77	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions- Sources: FMI;*Banque Mondiale;**Oxford Economics;

a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch, d : FMI (Article IV, juillet 2024), e : Fitch (juin 2024)

Uruguay : Part des secteurs dans le PIB du pays (% , 2022)



Source : INE



1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Les perspectives de croissance restent bien orientées**

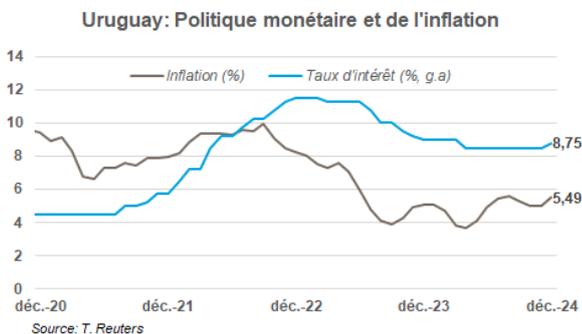
La croissance est prévue autour de +3,2% en 2024 (après +0,4% en 2023), tirée par la consommation des ménages et la reprise de la production agricole, qui a bénéficié de l'amélioration des conditions climatiques. En 2023, l'activité avait été fortement affectée par une sécheresse historique réduisant de 25% la production agricole au S1 2023, soit une perte estimée à environ 2,5% du PIB. La sécheresse avait aussi affecté la production d'électricité (les centrales hydroélectriques génèrent plus de la moitié de l'électricité du pays).

En 2025, la croissance resterait plutôt dynamique, prévue autour de 3%. L'écart de prix moins important avec le pays voisin, l'Argentine, devrait favoriser la consommation privée locale. Le peso argentin très faible (sur le marché parallèle) avait en effet provoqué un changement marqué de la consommation en Uruguay en faveur des biens et services argentins. L'inflation prévue un peu plus élevée en 2025 pourrait cependant limiter, en partie, la consommation privée.

Sur le front externe, les exportations de matières premières agricoles (soja, céréales) devraient bénéficier de prix et récoltes satisfaisants. Les exportations de pâte à papier seraient quant à elles dynamiques grâce au démarrage de la production à mi-2023 de la plus grande usine de papier au monde ([UPM Paso de los Toros](#)).

- **Durcissement de la politique monétaire**

L'inflation a atteint 4,9% en moyenne sur l'ensemble de l'année 2024 (après 5,8% en 2023). Elle a eu tendance à progresser depuis le mois de mai 2024 **et a atteint 5,5% fin décembre** (Cf. graphique ci-dessous). Elle est néanmoins restée à l'intérieur de la fourchette cible de la banque centrale, fixée à 4,5% (+/- 1,5%).



Face à la recrudescence des pressions inflationnistes, **la banque centrale (BCU) a interrompu sa politique d'assouplissement monétaire en avril 2024** (le taux directeur était passé de 11,5% en février 2023 à 8,5% en avril 2024) **et a réhaussé son taux directeur de 25pdb à 8,75% en décembre 2024.**

¹ Moyenne pour les 7 pays de la région : Brésil, Mexique, Colombie, Chili, Pérou, Paraguay et Uruguay.

² Poussées par les souvenirs des fortes dévaluations de 1982 et 2002.

En 2025, les pressions inflationnistes devraient subsister, notamment en raison de la dépréciation attendue de peso uruguayen face au dollar. L'inflation est prévue à ce stade autour de 6,0% pour l'ensemble de l'année 2025. Ainsi, une nouvelle hausse du taux directeur n'est pas à écarter dans les mois à venir. L'inflation resterait toutefois en dessous de sa moyenne des 15 dernières années (8% entre 2009 et 2023).

- **Un secteur bancaire bien capitalisé et rentable**

Le secteur bancaire conserve des bons niveaux de capitalisation. Les fonds propres pour les risques de crédit, de marché et opérationnels sont près de 2 fois supérieurs aux minimums réglementaires requis.

Malgré le ralentissement de l'activité et les pertes du secteur agricole liées à la forte sécheresse en 2023, **le taux de prêts non performants (NPL) est resté faible** (1,7% du total des prêts). **La rentabilité du secteur bancaire est par ailleurs en hausse avec un ROE à 22,7%** (après 11,6% précédemment).

L'intermédiation financière reste cependant faible avec un ratio de crédit privé/PIB de 29% (contre environ 50% du PIB en moyenne pour les principaux pays de la région¹). **Le coût de l'intermédiation est en effet relativement élevé en raison de la concentration bancaire** (la 1^{ère} banque du pays détient 44% total des actifs et 90% des actifs sont détenus par les cinq premières banques) **et de la dollarisation élevée du secteur** : 69% des passifs (32% en moyenne pour les autres pays de la région) et 51% du stock de prêts. Les ménages préfèrent en effet détenir leur épargne en dollar américain², malgré la stabilité macroéconomique du pays depuis 20 ans. Cela semble limiter l'offre de prêts en pesos, adressée principalement aux ménages, tandis que les entreprises empruntent en USD.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Vers une diminution du déficit**

En 2023, le déficit budgétaire a atteint -3,3% du PIB, soit un niveau plus élevé qu'initialement prévu (-2,6% du PIB) **en raison de l'impact de la sécheresse qui a affecté l'activité.**

En 2024, le déficit public devrait un peu diminuer prévu autour de -3,1% du PIB, notamment grâce au dynamisme de l'activité. Il s'élève à -3,3% du PIB en novembre, mais n'intègre pas les recettes supplémentaires de la sécurité sociale (transferts des actifs des particuliers passant du système de retraite privée à la retraite publique), au moins ponctuelles. Approuvé en mai 2023, la réforme de la retraite permet en effet à certains travailleurs de réintégrer volontairement le secteur public³.

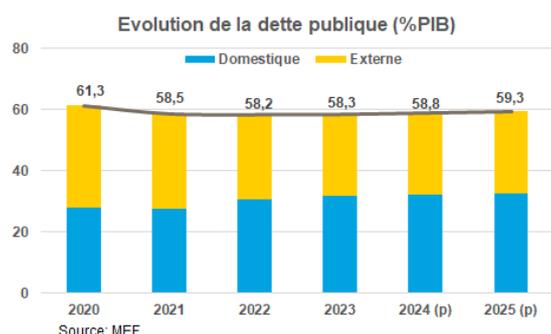
³ La réforme des retraites vise à assurer la viabilité du système de sécurité sociale en permettant de stabiliser les dépenses publiques à moyen terme. Un relèvement progressif de l'âge de départ, ainsi



Pour 2025, le déficit est également prévu autour de 3% du PIB. L'ensemble des réformes du cadre budgétaire de 2020, qui a notamment introduit un objectif de déficit structurel, une limite à la croissance des dépenses et un plafond sur la dette nette ont été globalement respectés jusqu'à présent, ce qui renforce la crédibilité de la politique budgétaire du pays⁴.

- **Vers une hausse de la dette publique**

Le ratio de dette publique a atteint 58,3% du PIB en 2023 (après 58,2% du PIB en 2022), selon les données du ministère de finances de l'Uruguay. **Pour 2024, le ratio est prévu légèrement en hausse à 58,8.**



La structure de la dette est favorable puisque 91,2% de la dette était contractée à taux fixe au T2 2024 et sa maturité moyenne est supérieure à 14 ans. **Sa part externe reste minoritaire à 44,3% du total** de la dette publique du pays au T2 2024 et **le pays dispose d'un accès aisé aux différentes sources de financement**, favorisé par son rating souverain « *investment grade* » auprès des trois principales agences de notation.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Vers une diminution du déficit courant**

Les exportations du pays sont concentrées sur les matières premières agricoles pas ou peu transformées (viande bovine, soja, produits laitiers, pâte à papier). Les deux principaux partenaires commerciaux de l'Uruguay sont le Brésil et la Chine qui représentent 37% des échanges commerciaux du pays (en moyenne sur la période 2019-2023).

En 2024, le déficit courant est prévu en diminution à -2% du PIB (après -3,6% du PIB en 2023), favorisé par la reprise des exportations, en particulier agricoles, grâce à l'amélioration des conditions climatiques en 2024 (favorables à la production, cf. partie 1).

La balance des services (tourisme) est par ailleurs excédentaire au S1 2024, en raison d'une baisse des sorties touristiques de 49% sur cette période (nombre de touristes uruguayens en Argentine en particulier). Le faible écart entre le taux de change officiel et le parallèle en Argentine a réduit l'attractivité du pays puisque la

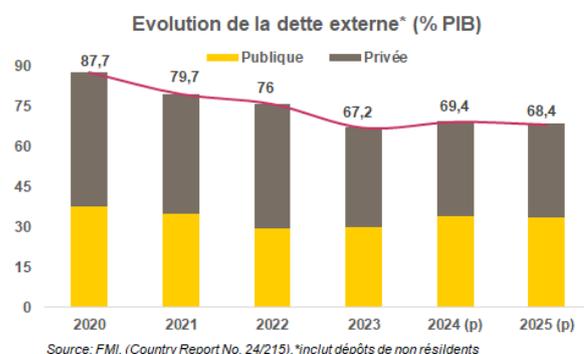
qu'une restructuration des cotisations et une révision du calcul des pensions, conforme aux normes de l'OCDE, ont été approuvés.

⁴ L'Uruguay a aussi créé le Conseil consultatif budgétaire avec la loi de responsabilité budgétaire de 2020, qui a pour principale

plupart des visiteurs uruguayens utilisaient le taux de change du marché noir pour effectuer leurs achats.

En 2025, une nouvelle diminution du déficit courant est anticipée, prévu autour de -1% du PIB par le FMI.

- **Une dette externe maîtrisable**



La dette externe est prévue à 69,4% du PIB en 2024 (après 67,2% du PIB en 2023), **dont 34% du PIB de part publique**. Cette part publique est détenue à 27,3% par les créanciers multilatéraux et bilatéraux et à 72,6% par les créanciers privés au T3 2024.

Le risque d'insolvabilité externe du pays demeure faible, favorisé par d'importantes réserves en devises. Celles-ci couvraient environ 90% du total de la dette externe publique du pays en 2023.

De plus, le coût de refinancement de la dette reste relativement faible. L'Uruguay dispose du coût d'accès aux marchés le plus faible de la région (indice EMBI⁵ à 125 pts début janvier 2025).

Selon les prévisions du FMI, **la dette externe devrait diminuer progressivement et se stabiliser autour de 66% du PIB à l'horizon 2029.**

- **La dépréciation du peso vis-à-vis du dollar pourrait se poursuivre**



Le peso uruguayen a eu tendance à se déprécier depuis le début de l'année 2024 face au dollar, d'une part en raison des incertitudes sur le plan politique (élections présidentielles, réforme des retraites) qui généré un certain attentisme de la part des investisseurs, et d'autre part de l'assouplissement monétaire, qui a réduit l'écart de taux avec les US. Le peso uruguayen a

fonction d'évaluer l'équilibre budgétaire structurel, dans le but d'améliorer la transparence et d'assurer la viabilité budgétaire.

⁵ L'indice EMBI de JP.Morgan est l'une des principales références pour les obligations en devises fortes émises par les pays émergents.



ainsi perdu 11,25% de sa valeur face à l'USD sur an le 07 janvier 2025.

Le pays a pourtant des réserves de change satisfaisantes (autour de 10 mois d'importations en 2024), lui permettant de disposer de liquidités suffisantes pour conduire des opérations de change et/ou de faire face au déficit de sa balance des paiements. La banque centrale limite cependant ses interventions sur le marché du change depuis la réorganisation de sa politique monétaire de 2020.

En 2025, les anticipations d'un renforcement du dollar, en raison des politiques annoncées par D. Trump, plutôt inflationnistes et devant améliorer l'attractivité des États-Unis, **pourraient favoriser les sorties des capitaux du pays et maintenir les pressions baissières sur la monnaie.**

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- Retour de la gauche au pouvoir

Yamandu Orsi, de la coalition de gauche Frente Amplia (FA), de l'ancien président Mijuca, a remporté le deuxième tour des élections présidentielles en novembre 2024. FA détient la majorité des sièges au Sénat, mais pas à la chambre basse. Cela ne devrait cependant pas mettre en cause la stabilité politique dont le pays fait preuve depuis plusieurs années.

Le président Orsi prendra possession de son poste le 1^{er} mars 2025. Il a promis d'améliorer l'efficacité de l'État, notamment grâce à un renforcement des services publics et de la compétitivité du pays. Il a aussi promis de réduire la pauvreté et revoir les filets de protection sociales existants.

Sur le plan économique, il devrait maintenir une approche prudente en matière budgétaire et monétaire et a annoncé la nomination de Gabriel Oddone, économiste orthodoxe, au poste de Premier Ministre lors de sa campagne électorale.

Côté social, le taux de pauvreté serait en baisse à 9,1% au S1 2024 (après 10,1% au S2 2023) **soit parmi les plus faibles de la région.** L'Uruguay a fait des progrès significatifs en matière de réduction de la pauvreté sur les 20 dernières années puisque le taux de pauvreté touchait encore près de 35% de la population en 2003.

- Un climat des affaires favorable

Le climat des affaires en Uruguay est parmi les plus favorables de la région. Un cadre politique et juridique stable, un niveau de revenu par habitant relativement élevé, ainsi qu'un faible niveau de corruption contribuent à la qualité de l'environnement des affaires.

L'Uruguay fait partie des pays le moins corrompus selon *Transparency International* à la 16^{ème} place au

niveau mondial en 2023, soit au même niveau que la Belgique ou encore le Japon.

Les indicateurs de gouvernance publiés par la Banque Mondiale sont par ailleurs globalement meilleurs que la moyenne de la région (Cf. graphique ci-dessous).



Note de lecture : plus les lignes sont éloignées du centre du radar, plus le pays est dans le bas du classement.

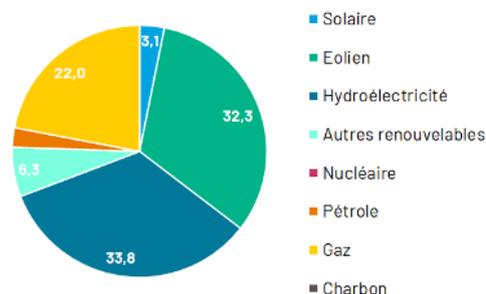
5. POLITIQUE CLIMAT

L'Uruguay est très vulnérable aux changements climatiques en raison notamment de sa forte dépendance au secteur agricole (environ 80% des exportations). En 2023, l'Uruguay a connu la pire sécheresse de son histoire (cf. partie 1).

L'Uruguay vise à atteindre la neutralité carbone à horizon 2050. Le secteur des transports est responsable de plus de la moitié des émissions de CO2 du pays et, dans ce contexte, le pays compte sur le développement du marché des véhicules électriques.

Le développement de l'hydrogène vert et des énergies renouvelables pour la production d'électricité est aussi prévu. Le gouvernement compte également sur la compensation d'émissions par les puits de carbone grâce à la préservation des forêts natives et à usage commercial.

Uruguay : production d'électricité par sources, en % (2021=15,29 TWh)



Sources : Statistical Review of World Energy (BP, 2022); Global and European Electricity review (Ember, 2022)

Grand producteur de viande bovine, l'Uruguay s'est engagé à ne pas augmenter ses émissions de méthane. Le pays a notamment signé le « *Global Methane Pledge* », initiative que vise à réduire de 30% les émissions de méthane mondiales à l'horizon 2030. A noter que le pays ne dispose pas de solutions



technologiques à ce stade permettant de réduire les émissions et ne peut se priver de l'activité d'élevage, dont la viande et ses dérivés représentent le 1^{er} produit d'exportation du pays.

DIRECTION DES ETUDES, DE L'ÉVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>Macroéconomie France, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.